

Zoom sur ...

... le rapport de l'ONU sur les perspectives de la population mondiale 2019

- ❖ **La croissance démographique mondiale est très largement tirée par celle de l'Afrique subsaharienne et particulièrement par celle de l'Afrique de l'Ouest**

Selon ce nouveau rapport de l'ONU publié le 17 juin, la population mondiale devrait passer de 7,7 milliards d'habitants actuellement à 9,7 milliards en 2050 puis 10,9 milliards en 2100 – une hausse attribuable pour plus de moitié à la croissance de la population en Afrique subsaharienne, qui devrait doubler d'ici 2050 (à 2,1 milliards d'habitants) et être multipliée par 3,5 à la fin du siècle (à 3,8 milliards). La population en Afrique de l'Ouest (CEDEAO et Mauritanie), qui représente aujourd'hui près de 37% de la population du sous-continent, devrait croître dans des proportions légèrement supérieures et passer de 391 millions d'habitants en 2019 à 796 millions en 2050 puis 1,5 milliard en 2100.

Depuis plusieurs décennies, le taux de fécondité connaît une baisse importante à l'échelle mondiale, passant de 5 enfants par femme en moyenne en 1950 à 2,47 aujourd'hui. Cependant, la baisse enregistrée est plus lente en Afrique subsaharienne (de 6,51 à 4,72 entre 1950 et 2019) et l'est encore plus en Afrique de l'Ouest (de 6,43 à 5,18).

- ❖ **Les disparités au sein des pays de l'Afrique de l'Ouest sont fortes**

Le taux croissance démographique varie de façon significative selon les pays de la zone. Le Niger est de loin celui dont la croissance et le taux de fécondité sont les plus forts : sa population pourrait être multipliée par 7 d'ici 2100 et ainsi passer de 23,3 millions d'habitants en 2019 à près de 165 millions à la fin du siècle. Le Mali, le Burkina-Faso et le Bénin devraient également connaître une forte tendance à la hausse – avec une population multipliée par 4 d'ici 2100. Les prévisions de croissance pour le Nigéria, poids lourd de la sous-région avec plus de 200 millions d'habitants en 2019, sont similaires à la moyenne de la zone. Aussi, en 2050, il pourrait être le 3^{ème} pays le plus peuplé au monde derrière l'Inde (1,6 Md) et la Chine (1,4 Md).

- ❖ **La démographie représente un enjeu de développement pour les pays de la sous-région**

Le rapport insiste sur les défis que soulève la croissance démographique dans le développement économique et durable des pays d'Afrique subsaharienne, qui figurent parmi les moins avancés du monde. Alors qu'un nombre croissant de nourrissons préfigure de la croissance du nombre d'enfants en âge d'aller à l'école puis de jeunes adultes arrivant sur le marché du travail, la croissance de la population en Afrique de l'Ouest et le maintien d'un taux de fécondité élevé impliquent par exemple des besoins forts en investissement dans les secteurs de la santé, de l'éducation et l'emploi. Or, avec une espérance de vie à la naissance de 57,3 ans et une mortalité infantile de 91 enfants de moins de cinq ans pour 1000 naissances, les indicateurs démographiques de l'Afrique de l'Ouest témoignent encore d'un écart important qui peine à se resserrer entre les pays de la sous-région et la moyenne mondiale. Ces indicateurs situent même l'Afrique de l'Ouest en dessous de la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne (60,5 ans d'espérance de vie et une mortalité infantile de 78 enfants de moins de 5 ans pour 1000 naissances en moyenne). [Le rapport africain sur le bien-être de l'enfant 2018 de l'African Child Policy Forum](#) (ACPF) qui vient d'être présenté au conseil national des droits de l'homme (CNDH) à Abidjan, s'alarmait par exemple de la proportion d'enfants en âge d'aller à l'école primaire n'atteignant pas les niveaux minimums de compétence scolaire (88% en moyenne en Afrique contre 56% dans le monde).

	Population en 2019 (millier d'habitants)	Taux de fécondité par femme (2015-2020)	Ratio* 2050/2019	Ratio 2100/2019
Benin	11 801	4,9	2,1	4
Burkina Faso	20 321	5,2	2,1	4,1
Cap-Vert	550	2,3	1,2	1,1
Côte d'Ivoire	25 717	4,7	2	3,8
Gambie	2 348	5,3	2,1	3,5
Guinée	12 771	4,7	2	3,5
Guinée-Bissau	1 921	4,5	1,9	3
Mali	19 658	5,9	2,2	4,1
Mauritanie	4 526	4,6	2	3,8
Niger	23 311	7,0	2,8	7,1
Sénégal	16 296	4,7	2	3,9
Togo	8 082	4,4	1,9	3,3
Monde	7 713 468	2,5	1,3	1,4
Afrique subsaharienne	1 066 283	4,7	2	3,5
Afrique de l'Ouest	391 434	5,2	2,0	3,8

*Indique le facteur de multiplication de la population à l'horizon 2050 (2100)

Monnaie unique : l'échéance à 2020 et le nom « ECO » officiellement maintenus lors du comité ministériel de la CEDEAO

Les 17 et 18 juin 2019, s'est tenu à Abidjan le comité interministériel des ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales de la CEDEAO, réunis pour discuter entre autres du nom de la future monnaie et de son symbole, du régime de change à adopter ainsi que de l'objectif de la politique monétaire à poursuivre. A un an et demi de l'entrée en vigueur supposée de cette nouvelle devise, l'échéance de 2020 a été officiellement maintenue et des recommandations ont été formulées et soumises aux chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO, en vue du prochain sommet de la communauté à Abuja, le 29 juin. [Le compte-rendu de la réunion indique que la monnaie commune de la CEDEAO devrait toujours s'appeler « ECO »](#), avec un modèle fédéral de la future banque centrale et un régime de change flexible avec un ciblage de l'inflation globale comme axe de politique monétaire. Pour rappel, la feuille de route initiale – introduite en 2000 par les Etats membres de la CEDEAO – prévoyait le lancement d'une monnaie unique en janvier 2015 (« ECO ») pour les pays ZMAO (Zone monétaire de l'Afrique de l'Ouest, créée en 2000 à Accra, regroupant la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Libéria, la Sierra Leone et le Nigéria) puis une fusion de la ZMAO avec l'UEMOA pour créer une monnaie unique de toute la zone CEDEAO à l'horizon 2020. Les critères de convergence économique n'ayant clairement pas été suffisamment atteints (réserves de change couvrant au moins trois mois d'importations ; déficit budgétaire inférieur à 3 % du PIB ; inflation inférieure à 10 %) par les Etats membres de la ZMAO, il a été décidé de renoncer à l'étape intermédiaire de la monnaie unique de la ZMAO et de reprogrammer la création d'une monnaie unique pour l'ensemble de la CEDEAO à l'horizon 2020. A cet effet, une « task force » présidentielle sur la monnaie unique de la CEDEAO a été créée et s'est réunie en février 2018 à Accra, afin de proposer une feuille de route révisée en vue de l'adoption de la monnaie unique. Les membres présents ont alors réaffirmé leur engagement pour une entrée en vigueur en 2020 et ont par ailleurs adopté une approche graduelle, prévoyant dans un premier temps l'intégration des membres répondant aux critères de convergence macroéconomique (déficit public inférieur à 3% du PIB, inflation inférieure à 10%, réserves de change supérieures à 3 mois d'importations, etc.), les autres pouvant être intégrés ultérieurement.

Conclusion des 54^{ème} assemblées annuelles de la Banque africaine de développement (BAfD) à Malabo

Du 11 au 14 juin 2019 [se sont tenues à Malabo les 54^{ème} Assemblées annuelles de la BAfD autour du thème « l'intégration régionale pour la prospérité économique de l'Afrique »](#), en présence de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement, de ministres des Finances et des gouverneurs de banque centrale des 80 Etats membres du groupe de la banque. Alors que l'intégration régionale figure parmi les 5 domaines d'intervention prioritaires de l'institution, ces assemblées interviennent deux semaines après l'entrée en vigueur de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Le lancement d'un fonds pour le renforcement des politiques d'inclusion financière numérique y a notamment été annoncé. Dotée de 400 M USD, la Facilité pour l'inclusion financière numérique en Afrique (ADFI) a pour objectif de développer l'accès aux services financiers électroniques pour les communautés vulnérables et à faible revenu au sein du continent. La Fondation Bill & Melinda Gates, le gouvernement du Luxembourg et l'Agence française de développement participeront à son financement. Par ailleurs, les actionnaires de la BAfD ont approuvé le projet d'augmentation de capital de la banque. Son niveau de recapitalisation (entre 100 et 200%) devrait être décidé en septembre lors du prochain comité consultatif des gouverneurs qui se tiendra en Egypte. L'intégration de l'Irlande en tant que pays membre de la BAfD et participant au Fonds africain de développement (FAD) a également été adoptée. A l'issue de ces rencontres, la ministre ivoirienne du Plan et du développement, Kaba Nialé, a pris la présidence du Conseil des gouverneurs de la BAfD en prélude aux prochaines assemblées annuelles qui auront lieu à Abidjan en mai 2020 et qui verront l'élection d'un nouveau président. L'actuel président, le Nigérian Akinwumi Adesina, a indiqué être candidat à sa propre succession. Pour rappel, les

financements approuvés par l'institution panafricaine se sont élevés à près de 8,9 Mds USD et ses décaissements à 6 Mds USD en 2018.

Une croissance de 6,3% au premier trimestre 2019 d'après la BCEAO

[Selon le bulletin sur les statistiques de la BCEAO, la croissance économique de l'Union s'est établie à 6,3% en glissement annuel au premier trimestre 2019 \(T1 2019\) – contre 6,4% au trimestre précédent. L'activité économique a été](#) tirée par un secteur tertiaire en pleine expansion (une contribution de 3,7 point de pourcentage). Les pressions inflationnistes ont baissé à 0,1% à fin mars (contre 1,1% au T4 2018), imputable au repli des prix des produits alimentaires. Les cours des produits d'exportation de l'Union ont des évolutions contrastées : (i) baisse pour l'anacarde (-31,5%), le coton (-7,8%), et l'or (-1,9%) ; (ii) hausse pour le caoutchouc (+5,3%) et le cacao (+2,2%). En ce qui concerne les produits d'importation, le rapport souligne la baisse pour les huiles alimentaires (-32,2%), le riz (-13,6%) et le pétrole (-12,0%), contre une hausse pour le blé (+7,9%). Pour finir, le rapport table sur un déficit commercial de l'union de 40,3 Mds FCFA (61,4 M EUR) au T1 2019, un gain de compétitivité réel avec la baisse de 4,7% du taux de change effectif réel par rapport au T4 2018, une hausse de 8,5% de la masse monétaire, une baisse du taux d'intérêt débiteur moyen à 6,62% contre 6,75% au T4 2018, une progression du taux d'intérêt moyen appliqué aux dépôts à terme (5,34% contre 5,25% au T4 2018). Pour rappel, [le FMI projette de bonnes perspectives économiques pour l'union avec un taux de croissance qui devrait s'établir à 6,6% en 2019 selon ses prévisions.](#)

BURKINA FASO

Un groupe burkinabè candidat à la reprise des filiales de la BNP en Afrique ?

Le groupe français BNP Paribas a annoncé la cession de ses parts dans ses filiales au Mali, au Burkina Faso, en Guinée, en Tunisie et au Gabon, en fin mai dernier. On compterait une dizaine de candidats au rachat, mais seulement quatre seraient retenus sur la liste de présélection, parmi lesquels figurerait le groupe bancaire burkinabè Coris qui pourrait profiter de cette opération pour renforcer son assise et élargir sa présence dans la sous-région. Au Burkina Faso, à fin 2017, d'après les dernières données disponibles de la BCEAO, Coris était le premier établissement bancaire du pays en termes de bilan, à hauteur de 22% du total du bilan du secteur bancaire.

Ratification d'une convention avec l'AFD sur le financement du projet régional d'interconnexion électrique

Le gouvernement burkinabè a ratifié, le 13 juin dernier, la convention conclue en mars 2019 à Ouagadougou entre le Burkina Faso et l'AFD en vue d'augmenter l'offre énergétique du pays. Cette convention concerne le financement du projet régional interconnexion électrique (Projet Dorsale Nord) pour un montant de 30 M EUR. Ce projet permettra la construction de 381 km de ligne 330 Kvolts et 24 km de ligne 225 Kvolts à travers le pays. Le projet permettra également l'électrification des villages de 500 à 2 500 habitants. Ces réalisations permettront au pays d'accroître l'offre d'énergie à travers l'importation de 150 MW dès 2022 et de connecter au réseau de la Société nationale d'électricité (SONABEL) environ 100 000 habitants de 150 localités.

Relance de l'usine de transformation de tomates

L'Assemblée nationale a ratifié, en mai dernier, l'accord de prêt complémentaire que le gouvernement a contracté, en octobre 2018, auprès de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC). D'un montant de 4 Mds FCFA (6 M EUR) avec un taux d'intérêt de 2,75% à rembourser en 12 ans, les ressources de ce prêt seront investies dans la relance de l'usine de transformation de la tomate fraîche et de la mangue en concentré sur le site de Loumbila (région du Plateau-Central). En plus de ce prêt, l'Etat burkinabè s'est engagé à contribuer à hauteur de 3 Mds FCFA (4,5 M EUR) pour l'achèvement de la construction de cette usine et pour son équipement. A travers ce prêt, l'objectif du gouvernement est de rentabiliser les importantes sommes déjà investies dans l'usine de Loumbila, dont les travaux sont à l'arrêt depuis 2013. A terme, l'usine devrait avoir une capacité de traitement de 250 tonnes de tomates et 240 tonnes de mangues par jour.

Don chinois de 100 complexes scolaires

Le Président du Faso a procédé le 15 juin 2019 au lancement des travaux de construction de 100 complexes scolaires dans cinq régions du pays : Plateau central, Boucle du Mouhoun, Centre-Ouest, Nord, Hauts-Bassins. Le montant du don s'élève à 5,8 Mds FCFA (8,8 M EUR). Les écoles devraient être livrées dans un délai de cinq mois et opérationnelles pour la rentrée scolaire 2019/2020. L'attribution des différents lots a été validée lors du conseil des ministres du 22 mai 2019. Pour rappel, selon les données de la Banque mondiale, le taux brut de scolarisation primaire du Burkina Faso était de 91,1% en 2016, contre une moyenne de 97,3% en Afrique subsaharienne à la même période.

CAP-VERT

Investissement de 330 M d'escudos (3 M EUR) du gouvernement dans le service maritime inter-îles

Le gouvernement cap-verdien va investir 3 M EUR pour subventionner le processus de concession du service maritime inter-îles pendant la première année. La concession avait été attribuée à la compagnie portugaise Transinsular – Transportes Marítimos Insulares (groupe ETE) en octobre 2018. Si l'Etat devrait ainsi compenser les résultats négatifs attendus en 2019, les subventions pourraient être beaucoup plus faibles les années suivantes.

Hausse des prix de 1,5% en mai en g.a.

L'inflation s'est établie à 1,5% en mai en glissement annuel (g.a.), et à 0,5% par rapport au mois d'avril 2019. La catégorie « hôtellerie-restauration » a connu une hausse des prix de 5,9% en g.a., les catégories « santé » et « logement, eau, électricité, gaz » ont respectivement augmenté de 2,4% et 2,3%.

COTE D'IVOIRE

Adoption de la 5^{ème} revue au titre des accords de la FEC et du MEDC en faveur du pays

[Le conseil d'administration du FMI a adopté, le 14 juin dernier, la 5^{ème} revue au titre des accords de la facilité élargie de crédit \(FEC\) et du mécanisme élargi de crédit \(MEDC\) en faveur de la Côte d'Ivoire.](#) Il a ainsi approuvé un décaissement de 133,9 M USD, portant le montant total décaissé à 765,8 M USD. Le Fonds projette de bonnes perspectives économiques pour le pays avec une croissance qui devrait s'établir à 7,5% en 2019, et table sur une convergence du déficit budgétaire vers la norme communautaire de l'UEMOA, à 3% du PIB. Pour rappel, ce programme d'un montant global de 898,4 M USD sur 3 ans a été approuvé en décembre 2016.

Important recul de l'excédent commercial du pays en 2018

[A l'issue du Conseil des ministres du 19 juin 2019, le porte-parole du gouvernement a indiqué que l'excédent commercial du pays pour l'année 2018 s'est établi à 440,4 Mds FCFA \(671,4 M EUR\).](#) Il subit un recul de près de 75% par rapport à l'année précédente, sous l'effet simultané de la contraction des exportations (-10,3% à 10 Mds EUR) et de l'augmentation des importations (+9,2% à 9,3 Mds EUR). Cette baisse brutale, imputable en grande partie à la baisse des prix du cacao et la hausse des achats de pétrole, met un coup d'arrêt à la progression continue de l'excédent commercial enregistrée depuis 2013.

Hausse de la production de pétrole brut

Selon le compte-rendu du dernier conseil des ministres ivoirien, la production de pétrole brut à fin mars 2019 était de 3 346 150 barils, soit 37 179 barils par jour, en augmentation de 16,5% par rapport aux résultats obtenus à fin mars 2018. Le gouvernement se fixe un objectif de production de 100 000 par jour en 2020. Au T1 2019, la valorisation de cette production est estimée à 118 Mds FCFA (180 M EUR), dont 9 Mds FCFA (14 M EUR) ont bénéficié à l'Etat.

Vers un renforcement de la coopération économique agricole entre la Côte d'Ivoire et le Vietnam ?

En première visite officielle au Vietnam, le ministre des Affaires étrangères Marcel Amon Tanoh s'est entretenu avec le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères vietnamien le 18 juin à Hanoï. Selon les déclarations du ministre ivoirien à l'issue de ces échanges, les deux pays entendent renforcer leur coopération économique dans le secteur agricole, en particulier dans les filières de

l'anacarde, du coton et du cacao. Marcel Amon Tanoh a notamment appelé les entreprises vietnamiennes à investir en Côte d'Ivoire dans la transformation de la noix de cajou, rappelant [la signature en mars dernier d'un accord avec le groupe vietnamien T&T](#) sur la construction d'une usine de transformation d'une capacité de 50 000 tonnes en Côte d'Ivoire. Troisième producteur mondial d'anacarde, le Vietnam en est de loin le premier exportateur mondial. En 2018, le pays a racheté 55% de la production ivoirienne (plus de 800 000 tonnes) afin de la transformer et d'exporter la noix de cajou sous forme d'amande. Pour rappel, la Côte d'Ivoire est le deuxième plus gros partenaire commercial africain du Vietnam derrière l'Afrique du Sud. En 2018, les échanges totaux entre les deux pays se sont élevés à plus de 830 000 M EUR.

Signature d'accords de coopération avec le Portugal

Quatre accords ont été signés entre la Côte d'Ivoire et le Portugal, à l'issue de la visite officielle du président portugais à Abidjan la semaine dernière. Ces accords concernent la promotion et la protection réciproque des investissements, l'assainissement et la valorisation des déchets solides, la formation touristique ainsi que la formation professionnelle. Pour rappel, trois accords, portant sur l'administration, le sport et l'éducation, avaient déjà été signés en mai dernier au cours de la Commission bilatérale ivoiro-portugaise.

Promotion du secteur privé au forum Africallia

La 6^{ème} édition du forum ouest-africain de développement « Africallia » a été organisée pour la première fois à Abidjan du 12 au 14 juin 2019. Organisé par la Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire, le forum portait sur le thème « Monnaie et intégration économique, enjeux pour le secteur privé en Afrique ». Réunissant les acteurs privés ivoiriens et internationaux, il est un instrument d'appui à la promotion du partenariat du secteur privé et de l'intégration des économies régionales. Près de 500 entreprises de 20 pays différents y ont participé.

Recherche de financement pour l'assainissement et le drainage dans le district d'Abidjan

[En présence de la ministre de l'Assainissement et de la Salubrité, une table ronde des bailleurs de fonds s'est tenue à Abidjan le 13 juin dernier.](#) L'objectif était de trouver des sources de financements pour le Schéma directeur d'assainissement et de drainage du district d'Abidjan (SDAD). La phase 1 de ce programme portera principalement sur l'aménagement du bassin versant du Gourou ainsi que sur la gestion des eaux usées et des eaux pluviales, majoritairement dans les communes de Yopougon, Cocody et Abobo. Pour la conduite de ce schéma un financement de 900 M EUR est nécessaire sur la période 2018-2060. Les bailleurs de fonds ont posé des conditions à l'apport de leurs financements, relatives notamment à l'indemnisation des populations déplacées, à la prise en compte l'impact du changement climatique et à la pérennité des infrastructures par la maintenance et le renouvellement.

Augmentation des ventes de véhicules neufs

Le Groupement interprofessionnel automobile, matériels et équipementiers (GIPAME) a présenté cette semaine les résultats de ses ventes de véhicules pour l'année 2018. Avec près de 11 000 véhicules neufs vendus en 2018, la hausse constatée en 2017 se poursuit et permet aux concessionnaires de dégager un chiffre d'affaires de plus de 400 Mds FCFA (610 M EUR). Les perspectives pour l'année 2019 sont également prometteuses, avec déjà 13000 voitures vendues. Le président du GIPAME a fait part de son souhait d'organiser le premier salon de l'automobile en Côte d'Ivoire, deuxième marché du secteur en Afrique de l'Ouest après le Nigéria.

Financement de la BAfD pour le réseau électrique ivoirien

[La Banque africaine de développement a octroyé à la Côte d'Ivoire deux prêts pour le renforcement de son réseau électrique. Le premier, de 65 Mds FCFA \(100 M EUR\), permettra l'implantation d'une centrale thermique à cycle, d'une capacité de 390 MW. Le second viendra financer le projet d'extension de la centrale d'Azito, à hauteur de 32 Mds FCFA \(50 M EUR\), afin d'augmenter la production de l'usine de 253 MW.](#)

Visite du PDG du groupe Orange en Côte d'Ivoire

A l'occasion de sa venue en Côte d'Ivoire et de sa rencontre avec le Président Ouattara, le PDG d'Orange, Stéphane Richard, a indiqué vouloir poursuivre les investissements du groupe dans la

transformation digitale du pays. Les actions prioritaires d'Orange porteront sur l'extension de la couverture du réseau, en 4G puis en 5G, ainsi que sur l'ouverture d'un digital center à Abidjan. Celui-ci proposera notamment des formations au codage pour les jeunes ainsi que des formules d'accompagnement pour les startups. Les projets les plus prometteurs pourront même bénéficier de financement. Orange est le leader du marché, avec 49% de part de marché en 2017, contre 31 % pour son concurrent sud-africain MTN et 20 % pour le marocain Moov.

GUINEE

Revue du programme d'appui de l'UE à la consolidation de l'Etat 2019-2020

[Le comité de pilotage du programme d'appui à la consolidation de l'Etat 2019-2020 financé par le 11^{ème} FED \(Fonds européen de développement\) a tenu sa première réunion le 17 juin dernier.](#) La ministre guinéenne de la Coopération et de l'Intégration Africaine et le chef de la délégation de l'UE en Guinée ont pris part à cette réunion. L'objet de la réunion est de faire un premier constat sur la mise en œuvre des différents points du programme. Pour rappel, le coût global de ce programme s'élève à 30 M EUR, dont 25 M EUR consacrés à l'appui budgétaire (augmentation de l'espace budgétaire et accompagnement des réformes des finances publiques) et les 5 M EUR restants à l'appui complémentaire relatif au renforcement du système statistique.

Lancement du projet routier entre la Guinée et la Guinée-Bissau

Les travaux de construction de la route Boké-Québo long de 107 kms entre la Guinée et la Guinée-Bissau ont été lancés le 13 juin dernier. La BAfD finance le projet à hauteur de 36 M USD et l'UE contribue de son côté à hauteur de 20,4 M EUR sous forme de prêt concessionnel pour un délai d'exécution de 4 ans. Sur les 107 kms de routes à bitumer, 86 kms se trouvent en territoire guinéen avec 2 ponts à construire et les 21 kms restants sont en Guinée-Bissau avec 5 ponts à réaliser. Selon l'économiste principal de la mission résidente de la BAfD en Guinée, le projet vient renforcer le soutien de la banque au secteur routier guinéen portant le total des engagements en cours dans le secteur à presque 200 M USD.

La feuille de route du programme d'intégration des jeunes INTEGRA débattue

L'atelier de restitution sur la feuille de route relative aux filières agricoles et agroalimentaire du programme d'intégration socioéconomique des jeunes en Guinée (INTEGRA) s'est tenu le 18 juin dernier. Une fois validée et mise en œuvre, la dite feuille de route devrait déboucher sur la création d'un nombre important d'emplois en faveur des jeunes et ainsi contribuer à inverser la courbe de l'émigration régulière. Le programme INTEGRA qui bénéficie des financements de l'UE et d'autres bailleurs de fonds, prévoit d'accompagner et de soutenir 40 entreprises et groupements dans le développement de leurs activités de transformation alimentaire individualisées. Avec l'aide des experts projets, 40 entreprises seront accompagnées afin de créer des emplois (600 emplois dont 300 pérennes sont attendus). Selon l'administrateur du programme, la feuille de route répond aux priorités du PNDES 2016- 2020.

Vers la mise en place d'un Guichet unique dédié à la délivrance des titres fonciers

Selon les statistiques, seulement 2,5% à 3% des propriétaires terriens en Guinée détiennent des titres fonciers, une situation qui serait due à la lourdeur des procédures d'obtention des documents administratifs et au coût élevé de traitement des dossiers. Pour pallier à ce problème, le ministère de la Ville et de l'aménagement du territoire en partenariat avec le ministère des Investissements et du partenariat public privé et la Société financière internationale (SFI), a organisé le 19 juin 2019, un atelier sur le diagnostic du Guichet unique du foncier, de la construction et de l'habitation (GUFCH). Selon le ministre, ce guichet unique permettra de raccourcir la durée des procédures. La SFI va accompagner la Guinée dans la mise en œuvre effective des réformes pour faciliter et accélérer la délivrance des titres fonciers et des permis de construction, a assuré son représentant.

GUINEE-BISSAU

L'élection présidentielle annoncée pour le 24 novembre 2019

Des consultations sur les solutions de sortie de crise politique ont eu lieu cette semaine entre le Président José Mario Vazsur, les différents partis politiques, le gouvernement et la Commission

nationale des élections (CNE). [Le décret publié à l'issu de ces consultations prévoit la tenue des élections présidentielles le 24 novembre prochain](#). Cette annonce intervient alors que le Président José Mário Vaz n'a toujours pas nommé de Premier ministre, plus de trois mois après les élections législatives du 10 mars remportées par le PAIGC de Domingos Simões Pereira. Pour rappel, l'éviction de José Mario Vaz du poste de Premier ministre par le Président actuel – pourtant tous les deux issus du même parti – en août 2015 avait plongé le pays dans une crise institutionnelle qui n'est toujours pas réglée à ce jour. Dans une lettre datée du 17 juin, le Président Vaz a demandé au PAIGC « d'indiquer le nom de son candidat au poste de Premier ministre ».

MALI

Vers un nouveau programme d'assistance du FMI ?

Une mission du FMI est actuellement à Bamako pour échanger sur les contours d'un éventuel nouveau programme avec le pays. Deux points font l'objet d'une attention particulière : la mobilisation des recettes internes (direction générale des douanes ; direction générale des Impôts et la direction générale des domaines) et (2) la situation du secteur de l'énergie notamment d'Energie du Mali (EDM). Une séance de restitution, prévue pour le 25 juin 2019, devrait permettre de savoir si les conditions sont réunies pour la mise en place de ce nouveau programme.

Lancement d'un projet d'inclusion des filières agricoles en faveur des petits producteurs

Le gouvernement malien et des partenaires techniques et financiers (FIDA, Royaume du Danemark et le Canada) ont procédé au lancement du projet inclusif des filières agricoles. Cette initiative, dont le coût total serait d'environ 88 M EUR, vise à faciliter l'accès aux crédits bancaires pour les petits producteurs et les organisations professionnelles agricole. Cinq régions (Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et Mopti) ont été sélectionnées pour entamer ce projet.

MAURITANIE

Hausse de l'indice des prix à la consommation du mois d'avril de 1,7% en g.a

[L'indice des prix à la consommation du mois d'avril 2019 s'est établi à 1,7% en glissement annuel \(g.a.\), tirée essentiellement par les catégories « poisson et fruits de mer » \(+13,6%\), huiles et graisses \(+4,5%\) et pain et céréales \(+3,3%\)](#). Toutefois, la progression de cet indice connaît un ralentissement depuis ces quatre derniers mois dû essentiellement au repli des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (principal poste), mais aussi à la baisse des prix du logement. Pour rappel, d'après le FMI, le taux d'inflation moyen s'est établi à 3% en 2018, et devrait croître à 3,9% en 2019.

NIGER

Programmation budgétaire et économique pluriannuelle 2020-2022

[Le Conseil des Ministres du 14 juin 2019 a examiné et adopté le Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle \(DPBEP\) 2020-2022](#). Sur la base des principales hypothèses macroéconomiques, il vise à projeter, d'une part, les perspectives de mobilisation des ressources sur une période triennale et, d'autre part, à affecter ces ressources aux ministères et aux institutions pour la mise en œuvre des programmes budgétaires. Le DPBEP constitue également un instrument d'encadrement de la préparation du budget annuel pour permettre une utilisation optimale des ressources conformément aux priorités du gouvernement. Ainsi, les orientations budgétaires retenues par le gouvernement dans le cadre du projet de loi de finances 2020 feront l'objet d'un débat d'orientation budgétaire à l'Assemblée nationale.

Inauguration des nouvelles infrastructures de l'aéroport international de Niamey

Après l'inauguration dans la matinée de l'hôtel présidentiel Radisson Blu, le Président nigérien a procédé, dans la soirée du 11 juin 2019, à l'inauguration de l'Aéroport international Diori Hamani de Niamey. L'inauguration de l'infrastructure aéroportuaire, réalisée par la société turque Summa dans le cadre d'un contrat de partenariat public-privé, s'est déroulée en présence du président de l'Assemblée nationale, du Premier ministre, des présidents des institutions de la République ainsi que des membres du gouvernement, des représentants du corps diplomatique, de l'Organisation de l'Aviation civile internationale (OACI) et du PDG de la société Summa.

Le pipeline Niger-Bénin se précise

Après une audience avec le Premier ministre nigérien, le 17 juin dernier, [le Vice-président de la China National Petroleum Corporation \(CNPC\) a déclaré que son groupe envisageait la construction d'un pipeline long de plusieurs centaines de kilomètres](#), du bassin d'Agadem à l'Est du pays, jusqu'à la côte maritime du Bénin. Pour rappel, le Niger produit du pétrole depuis 2011 avec une production actuelle autour de 20 000 barils/jour pour un besoin national estimé à 7 000 barils. Grâce à un projet lancé en 2018, la CNPC espère faire grimper la production à 110 000 b/j d'ici à 2021.

Telecel et Rimbo, derniers candidats en lice pour la reprise d'Orange Niger

Sur les cinq entreprises en lice pour la reprise de l'opérateur de téléphonie mobile Orange Niger, en difficulté financière, il ne resterait plus que Telecel Centrafrique et Rimbo Holding, les trois autres prétendants Maroc Telecom, MTN et Vodafone ayant été évincés de la course. L'homme d'affaires nigérien Rhissa Mohamed, fondateur de Rimbo Holdings, a fait fortune dans le transport et les services financiers bancaires; il est également le président du Conseil d'administration d'Orange Niger. La décision finale sur le repreneur de l'opérateur, devrait être prochainement connue des actionnaires et des partenaires stratégiques.

SENEGAL

Le Japon fait un don de près de 5 M EUR au Sénégal

Le ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération et l'ambassadeur du Japon au Sénégal ont signé, le 18 juin dernier, deux accords de financement pour un total de 3 Mds FCFA (4,6 M EUR) dans le cadre de l'Aide financière non remboursable du gouvernement nippon. Cette enveloppe est destinée, d'une part, au financement du programme économique et social pour un montant de 1,25 Mds FCFA (2 M EUR), qui contribuera à améliorer les services de soins de santé maternelle et infantile, et d'autre part, à l'assistance alimentaire pour 1,75 Mds FCFA (2,6 M EUR) visant à l'amélioration des conditions alimentaires des populations vulnérables dans les zones enclavées.

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Indicateurs Pays	Bénin	BF	CV	RCI	Gambie	Guinée	GB	Mali	Mauritanie	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA	ASS
Population (M hab.) 2018	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	18,5	4,5	19,3	16,3	8,0	120,4	992,6
Macroéconomie														
PIB (Mds USD) 2018	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	17,2	5,2	9,2	24	5,4	140,3	1 642,7
PIB / Hab (USD) 2018	915	729	3 563	1 680	745	883	840	927	1 143	477	1 474	670	1 060	1 658
Croissance PIB réel (%) 2018	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	4,9	3	5,2	6,2	4,7	6,3	3
Inflation (%) 2018	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	1,7	3	3	0,5	0,7	1,4	8,5
Finances Publiques														
Déficit public (%PIB) 2018	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,1	-3,8	-3,7
Dettes publiques (%PIB) 2018	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	36,6	83,9	55,1	64,4	74,6	52,5	48,5
Pression fiscale (%PIB) 2017	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4	14,8	20,0	14,9	18,7	17,4	16,2	-
Risque Pays ¹	B	C	B	B	-	C	-	D	D	C	B	C	-	-
Echanges														
Balance commerciale 2018 (%PIB)	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8	-4,3	-9,4	-12,0	-12,8	-19,6	-	-
Exportations françaises vers ² (MUSD)	207	283	30	1 334	9	194	5	374	205	170	856	344	3 573	11 015
Importations françaises depuis (MUSD) ²	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	11	43	270	99	18	1380	8 069
Balance courante (%PIB) 2018	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-7,9	-6,8	-2,6
Réserves de change (mois d'import) 2018	-	-	5	-	4	3	-	-	5	-	-	-	5	5
Aspects qualitatifs														
IDH (2018) ³	163	183	125	170	174	175	177	182	159	189	164	165	-	-
Doing Business (2019) ⁴	153	151	131	122	149	152	175	145	148	143	141	137	-	-
Environnement des affaires ⁵	C	C	C	B	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map-2017

³ PNUD - Classement sur 188 pays

⁴ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁵ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Équité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque